

8 December 2020

65 % de Hongkongais insatisfaits de la politique de droit de l'homme et compatissants aux demandeurs d'asile et réfugiés

Les dialogues sociales et gouvernementales sont nécessaires pour l'avancement de Hong Kong face aux problèmes sociaux et politiques

65 % des Hongkongais ne sont pas satisfaits de la politique de droit de l'homme à Hong Kong et ils croient que l'amélioration immédiate des politiques est indispensable. En outre, plus de 70 % de Hongkongais ont une perception « neutre » ou « positive » concernant les demandeurs d'asile et les réfugiés à Hong Kong. Les résultats d'un récent sondage indiquent que les Hongkongais sont plus sensibles aux problèmes de droit de l'homme à cause des troubles politiques de l'année passée. De plus, ils croient que ces droits s'appliquent également aux groupes marginalisés.

Le sondage a été commandé par le Département d'études asiatiques et politiques chez l'Université de l'Éducation de Hong Kong (Department of Asian and Policy Studies, The Education University of Hong Kong) et effectué par l'Institut de la recherche de l'opinion publique de Hong Kong (PORI) du 6 avril au 23 avril 2020.

1002 Chinois hongkongais parlant cantonais âgés de 18 ans révolus ont été interrogés, avec un taux de réponses de 57,1 %.

Les résultats montrent qu'il y a une croissance de 6 % des répondants (2020 : 65 % ; 2018 : 59.1 %) qui s'inquiètent pour la façon dont le gouvernement s'occupe des questions des droits de l'homme par rapport à l'an dernier[SK1] . (voir tableau 1). Cette augmentation correspond à une baisse des répondants qui ont des perceptions négatives des demandeurs d'asile et les réfugiés. Les données de 2020 sont 16 %, soit une diminution de 10 % par rapport au taux des années précédentes de 26,8 % en 2016 et en 2018 (voir tableau 3). Étant donné que le sondage a été effectué suivant l'intense controverse concernant la défunte proposition de la loi d'extradition, l'équipe de recherche croit que les troubles sociaux ont été importants pour changer les attitudes des Hongkongais envers les groupes marginalisés ainsi que les politiques des droits de l'homme en général.

Les résultats montrent que la préoccupation prioritaire des gens de Hong Kong consiste de la liberté d'expression (17 %), suivie de l'abus de pouvoir et des manquements [SK2] des policiers (10 %) et la liberté politique (10 %). En 2018, la préoccupation prioritaire était également la liberté d'expression (16.2 %), suivie par des questions concernant les demandeurs d'asile et les réfugiés (8.1 %) (voir tableau 2).

Tableau 1. Pensez-vous que le gouvernement de Hong Kong doit améliorer la politique de droit de l'homme ?

	Pourcentage	Pourcentage
	2020	2018
Oui	65 %	59,1 %
No	25 %	31 %
Aucune d'idée/Difficile de dire	10 %	10 %
Total	100 %	100 %

Tableau 2. Selon vous, qui sont les questions des droits de l'homme à Hong Kong aujourd'hui ? (plus d'un réponse possible)

	Pourcentage	Pourcentage
	2020	2018
Liberté d'expression	17 %	16,2
Abus de pouvoir et manquements policiers	10 %	-
Liberté politique	10 %	4,4 %
Discrimination raciale	5 %	3,5 %
Droits des demandeurs asile et des réfugiés	3 %	8,1 %

En ce qui concerne la perception envers les demandeurs d'asile et les réfugiés, le taux de répondants ayant une perception neutre ou positive a augmenté de 69,1 % en 2016 et 69.1 % en 2018 à 80 % en 2020 — une augmentation importante par rapport aux résultats des années précédentes. Par ailleurs, le taux de répondants ayant une perception négative a baissée de 26,8 % en 2016 et en 2018 à 16 % en 2020.

Tableau 3. Que pensez-vous des demandeurs d'asile et des réfugiés à Hong Kong ?

	Pourcentage	Pourcentage	Pourcentage
	2020	2018	2016
Positif	6 %	5,1 %	4,7 %
Neutre	74 %	64,1 %	64,4 %
Négatif	16 %	26,8 %	26,8 %
Aucune d'idée/Difficile de dire	4 %	4 %	4,2 %
Total	100 %	100 %	100 %

Les résultats indiquent une prise de conscience des problèmes des droits de l'homme, surtout ceux qui concernent une communauté vulnérable comme les demandeurs d'asile et réfugiés. Plus de 60 % des répondants croient que les enfants des demandeurs d'asile et des réfugiés devraient avoir le droit de séjour à Hong Kong, une croissance de 10 % depuis le sondage précédent (voir tableau 4). De plus, la solution la plus soutenue pour les problèmes des réfugiés (45 % des répondants) est accorder le droit de séjour aux enfants des demandeurs d'asile et des réfugiés après [SK3] « Arrêter les membres des organismes de la traite d'êtres humains » (63 %) (voir tableau 5).

Tableau 4. Pensez-vous que les enfants des demandeurs d'asile et des réfugiés à Hong Kong doivent avoir le droit de séjour ?

	Pourcentage	Pourcentage
	2020	2018
Oui	61 %	51,6 %
No	28 %	38,5 %
Aucune d'idée/Difficile de dire	11 %	9,9 %
Total	100 %	100 %

Tableau 5. Quelles politiques le gouvernement devrait-il adopter pour résoudre le problème ? (plus d'une réponse possible)

	Pourcentage	Pourcentage	Pourcentage
	2020	2018	2016
Arrêter les membres des organismes de la traite d'êtres humains	63 %	62,4 %	64,5 %
Permettre à ceux qui vivent à Hong Kong depuis plus de 5 ans de travailler aux positions non qualifiées afin d'aider à résoudre le problème de la pénurie de main-d'oeuvre et d'améliorer leur qualité de vie	45 %	33,9 %	32,2 %
Réformer le système de USM (mécanisme unifié de filtrage) et recycler le personnel	43 %	36,6 %	36,9 %
Embaucher des nouveaux employés pour accélérer la procédure de USM	38 %	38,3 %	30,6 %
Construire un centre de détention	24 %	23,6 %	26,5 %

Malgré la transformation des attitudes envers les demandeurs d'asile et les réfugiés de façon positive, plus d'une moitié des gens interrogés admettent ne pas comprendre les problèmes concernant les demandeurs d'asile et réfugiés à Hong Kong. Tableau 6 montre que 46.4 %

des répondants locaux croient toujours qu'il est possible pour les demandeurs d'asile et les réfugiés de devenir citoyens de Hong Kong. Cependant, cela n'est pas le cas.

Tableau 6. Pensez-vous que les demandeurs d'asile peuvent devenir citoyens de Hong Kong dans le système d'immigration de Hong Kong ?

	Pourcentage	Pourcentage	Pourcentage
	2020	2018	2016
Oui	46,4 %	46,4 %	46,9 %
No	39,5 %	42,3 %	38,6 %
Aucune d'idée/Difficile de dire	14,1 %	11,3 %	14,6 %
Total	100 %	100 %	100 %

Les données suggèrent que les attitudes positives envers les demandeurs d'asile et les réfugiés ne soient pas fortement corrélées à une croissance de la connaissance du groupe. En fait, il se peut que la perception changée soit à cause d'un plus grand sentiment de l'empathie découlant des troubles politiques au cours des derniers mois, ceux qui ont été axés sur les questions des droits de l'homme : de plus, la situation politique faisait planer la menace d'un déplacement des Hongkongais pour les rendre réfugiés eux-mêmes. Il est probable que ces menaces ont engendré l'augmentation de l'appui de l'adoption des lois pour protéger les droits des groupes marginalisés, non seulement les droits de la société dominante, comme en atteste presque la moitié des répondants (49 %) qui croient que la Convention relative aux droits de l'enfant de Nations Unies (CIDE) doit s'inclure dans la législation locale (voir tableau 7).

Tableau 7. Êtes-vous d'accord que la Convention relative aux droits de l'enfant de Nations Unies doit s'inclure dans la législation locale ?

	Pourcentage
Oui	49 %
No	18 %
Aucune d'idée/Difficile de dire	33 %
Total	100 %

Cependant, les gens interrogés ne comprennent pas bien les implications d'avoir des réserves concernant CIDE par le gouvernement de Hong Kong (tableau 8). Ces réserves laissent le gouvernement à refuser les protections de CIDE à la communauté des demandeurs d'asile et des réfugiés. Cela suggère que les Hongkongais soient plus sensibles à l'importance du droit de l'homme mais que l'on ne connaisse pas bien la façon dont les droits s'appliquent aux demandeurs d'asile.

Tableau 8. Pensez-vous que la Convention relative aux droits de l'enfant de Nations Unies protège actuellement les enfants des demandeurs d'asile et des réfugiés dans le système ?

	Pourcentage
Oui	33 %
No	24 %
Aucune d'idée/Difficile de dire	43 %
Total	100 %

Les répondants croient invariablement que les Hongkongais doivent mieux connaître les groupes ethniques autres que les Chinois vivant parmi eux (tableau 9).

Tableau 9. Êtes-vous d'accord avec la déclaration : « Les Hongkongais doivent mieux connaître les autres groupes ethniques » ?

	Pourcentage	Pourcentage	Pourcentage
	2020	2018	2016
Pas d'accord	10%	10.9%	10.4%
En partie d'accord	5%	3.7%	5.7%
D'accord	83%	82.8%	80.8%
Aucune d'idée/ Difficile de dire	2%	2.6%	3.2%
Total	100%	100%	100%

En interprétant les résultats, la chercheuse principale la Dre Isabella NG croit que la sensibilité croissante des questions de droit de l'homme est un développement positif parce que les Hongkongais étaient indifférents face à ces problèmes qui leur apparaissent trop éloigné de leur réalité quotidienne. Cependant, les sentiments des Hongkongais ont changé avec le récent tumulte politique. « À cause de l'incapacité du gouvernement de trouver des compromis vrais ou de travailler avec la communauté pour désamorcer les hostilités entre les différents groupes, les problèmes des droits de l'homme se mettent au jour à notre territoire autrefois connu pour la tolérance, la gouvernance efficace et la liberté » dit-elle.

Par ailleurs, les données montrent que les attitudes envers les demandeurs d'asile et les réfugiés deviennent de plus en plus positives en même temps que l'augmentation du soutien à l'octroyer le droit de séjour aux enfants des demandeurs d'asile ainsi que le droit de travailler aux majeurs. De telles attitudes suggèrent que le grand public soit plus conscient que les politiques concernant les réfugiés se répercutent sur l'approche du gouvernement à l'égard du droit de l'homme en général, ce qui concerne indifféremment les populations locales ou non-locales. Cela est peut-être à cause de l'empathie à l'égard des réfugiés qui se trouvent fait face au déplacement, qui est une possibilité pour les Hongkongais aujourd'hui.

Néanmoins, les répondants admettent ne pas comprendre les définitions et les applications des systèmes de droit de l'homme et démocratie aux niveaux domestiques et internationales. Faute des malentendus, les gens de toutes tendances politiques ne peuvent pas s'échanger sur les sujets brûlants et sur les défis importants de la société Hong Kong pour trouver des compromis. « Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est du dialogue public équilibré et ouvert, soutenu par l'éducation civique, sur la question de comment définir et garantir les droits de l'homme dans la société actuelle. Il faut ainsi apaiser d'abord les craintes des Hongkongais que l'on puisse continuer à participer à la société avec une manière significative. Cela est l'approche qu'il faut prendre pour que la Chine préserve la réputation d'un membre compétitif et respecté de la communauté internationale » a dit la Dre NG. Notre équipe demande au gouvernement de Hong Kong et au gouvernement de la Chine d'adopter une approche constructive et sincère pour collaborer avec la population hongkongaise au lieu de prendre une attitude inflexible vers la communauté dans son ensemble.

For further media inquiries and interviews in English, please contact Isabella Ng at +852 29486343 or at ifsng@eduhk.hk